

ORDONNANCE
relative à la demande de maintien en
hospitalisation complète

Alice GUILLOUX
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/01013 - N° Portalis
DBYB-W-B7E-MYVA

Minute n° : 201938

Nous Alice GUILLOUX, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier,

Vu l'arrêté du représentant de l'Etat en date du 07 septembre 2020 portant admission en hospitalisation complète,

concernant :

né le [REDACTED]

Vu la saisine en date du 14 Septembre 2020 de M. LE PREFET DE L'HERAULT et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 15 Septembre 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- M. LE PREFET DE L'HERAULT ET L'ARS
- Association GERANTO SUD, tuteur
- [REDACTED]

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 15 Septembre 2020,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, Monsieur [REDACTED] assisté de Maître Solène MORIN, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Maître Solène MORIN qui a déposé des conclusions visées par le greffier,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec Monsieur [REDACTED]

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare : j'étais en prison et je voulais absolument échapper à la prison et c'est pour ça que j'ai dit que j'allais me suicider. Ils m'ont mis en hôpital psychiatrique alors que je peux aller chez mon cousin ou si je fais le 115 on m'héberge.

Tous les mois, j'ai une injection. Je la suis depuis X temps. J'ai cette injection car j'ai un problème de troubles psychiatriques. Si, ils sont stabilisés. Je me connais. Je sais si je suis bien ou pas bien.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :

L'avocate soutient ses conclusions.

Sur l'absence d'information à la famille et au tuteur : j'ai parlé de la famille avec monsieur mais personne n'est à proximité, ils sont à Paris. Je considère donc que le préfet ne pouvait pas prévenir la famille. Mais le tuteur oui.

Sur l'absence de recueil des observations et la notification tardive : j'enlève la notification tardive des décisions d'admission et de maintien, je soutiens juste l'absence de recueil des observations.

L'intéressé déclare : si je dois revenir à l'hôpital, je reviendrai mais j'aimerais sortir un petit peu car ça fait un an que je n'ai pas vu l'extérieur.

La décision est mise en délibéré au 16 septembre 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DECISION

Sur la régularité de la procédure :

L'avocate de [REDACTED] soutient que le représentant de l'Etat ne justifie pas avoir informé le tuteur de l'intéressé dans les 24 heures de l'arrêté d'admission.

L'article L.3213-9 du code de la santé publique prévoit que : "Le représentant de l'Etat dans le département avise dans les vingt-quatre heures de toute admission en soins psychiatriques prise en application du présent chapitre ou du chapitre IV du présent titre ou sur décision de justice, de toute décision de maintien et de toute levée de cette mesure :

(...)

5° Le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé".

En l'espèce, [REDACTED] a été admis en soins psychiatriques sous contrainte par un arrêté du Préfet de l'Hérault en date du 7 septembre 2020.

Le Préfet a transmis, avec sa saisine en vue du maintien de l'hospitalisation, l'ordonnance du juge des tutelles en date du 19 novembre 2019 désignant Geranto Sud en qualité de tuteur de Monsieur [REDACTED].

Cependant, il n'apparaît au dossier aucun justificatif d'une information du tuteur quant à la décision d'admission en soins psychiatriques du majeur protégé.

Le défaut d'information du tuteur de [REDACTED], qui aurait pu agir dans l'intérêt de celui-ci, dans le cadre de la mesure privative de liberté, porte atteinte aux droits de l'intéressé.

Il convient donc d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète et de rejeter la demande de maintien formulée par le représentant de l'Etat.

Toutefois, au vu de la nécessité de maintenir les soins psychiatriques mentionnée sur l'avis médical du docteur Julie KIRSNEWAZ en date du 14 septembre 2020, la mainlevée pourra être différée pendant 24 heures maximum afin de permettre, le cas échéant, la mise en place d'un programme de soins.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE PREFET DE L'HERAULT à l'égard de [REDACTED] A et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

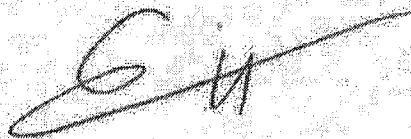
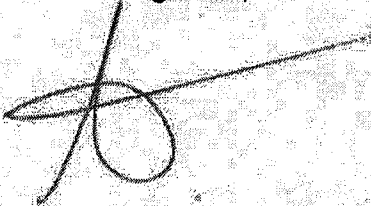
Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 16 Septembre 2020 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 16 Septembre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur Mohamed BOUHRIGA par l'intermédiaire du CHU
- Maître MORIN Solène par courriel
- Monsieur le Représentant de l'Etat et l'ARS par courriel
- GERANTO SUD par télécopie

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 16 septembre 2020 à 16 h 47

Le greffier

Nous, **Stéphane BERES**
VICE-PROCUREUR, procureur de la République, déclarons :

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :

